

le prolétaire

bimensuel **parti communiste international (programme communiste)**

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire à l'ordre de SARO
ou chèque postal à l'ordre du
« Prolétaire »

Abonnements :
1 an : 60 F; 6 mois : 30 F
pli fermé : 90 F et 45 F
Abonnements de soutien :
partir de 100 F

18^e ANNEE - N° 340
LE NUMERO : 2 F 50
26 juin au 15 juillet 1981

Les « mesures contre le chômage » exemple du bluff des réformistes

« L'INSEE l'a déjà expliqué et la direction de la prévision l'a confirmé : les pactes pour l'emploi, s'ils ont facilité l'accès des jeunes au marché du travail, n'ont créé strictement aucun emploi en quatre ans » (Le Matin du 17 juin). C'est évident. Leur but n'était pas de créer des emplois à l'heure du dégraissage destiné à rendre

les entreprises plus compétitives. C'était de calmer les jeunes en leur donnant un os à ronger : travailler à tout de rôle. C'était en même temps de donner aux entreprises de la bonne main-d'œuvre fraîche, précarisée, et donc poussée à travailler dur sous l'aiguillon d'une concurrence plus vive.

Est-ce par la vertu de l'« état de grâce » que le nouveau « programme d'insertion des jeunes » qui succède aux « pactes pour l'emploi des jeunes », va se transformer en un instrument pour soulager la classe ouvrière du poids du chômage et de l'exploitation, et pour unir ses rangs contre l'attaque capitaliste ? Naturellement non ! Même la CFDT doit rappeler que « le maintien des stages pratiques en entreprises [...] ne va pas dans le sens de la réduction de la précarité de l'emploi des jeunes » (Libération du 18 juin).

Ainsi la politique de Mauroy serait la même que celle de Barre ? Laissons cependant la parole à la défense : « Dans la logique socialiste, explique Le Matin du 17, le problème des jeunes ne se résoudra en effet qu'une fois que l'économie relancée sera en mesure d'embaucher et lorsque la négociation sur la réduction du temps de travail commencera à donner des résultats positifs. En attendant, il faut parer au plus pressé ».

Le « plus pressé » consiste donc à

diviser les rangs des ouvriers. Et comment promet-on de réduire le chômage, car ce ne sont pas les 200.000 postes à créer en cinq ans dans le secteur public qui vont y parvenir ? Par la « relance économique ». En fait cette « relance » ne peut que donner un coup de pouce à la reprise espérée à l'échelle internationale et qui produirait un taux d'accroissement annuel du PNB de 3 % dans... un an, selon l'OCDE. Mettons qu'on arrive à 4 % en France, en grignotant sur les marchés des voisins, et donc en déversant le chômage dans d'autres pays. Eh bien, cela ne ferait que stabiliser le chômage : le taux d'accroissement du PNB entre 1977 et 1979 a été dans l'OCDE de 4 % et le chômage est seulement passé de 4,3 % à 5,1 % !

Et c'est là que la négociation sur le temps de travail entre en jeu. Nous ne pensons pas qu'elle mène à la création massive d'emplois. En effet, il faudrait pour cela que les progrès de la production soient plus rapides que ceux de la productivité. Or on cherche justement à

DANS CE NUMERO

- Le communisme et les classes moyennes
- Chômage et temps de travail : continuité bourgeoise
- Irak, Iran, Pologne, Maroc, Tanzanie
- Immigration, détenus, PTT, Ford

établir un calendrier qui ne gêne pas la productivité. Dans ces conditions l'effet de la négociation risque d'être de doper la restructuration sauvage de l'appareil productif pour éviter justement de créer des emplois ! A moins que la lutte ouvrière n'impose une diminution brutale du temps de travail, le nombre des chô-

(Suite page 2.)

Le PC et les ex-gauchistes à la remorque du PS

Une des curiosités de cette alternance rose est que même ceux dont les thèses politiques ont été infirmées par la victoire électorale du PS, sont les premiers à crier victoire. Il s'agit du PC d'une part, de l'extrême gauche soixante-huitarde d'autre part.

Pour le PC, trois ans de rododromades sur la nécessité d'un PC fort pour que le PS fasse une bonne politique de gauche n'ont pu empêcher ses électeurs et même une partie de ses militants à renforcer le PS à son détriment. La raison en est simple. Le PC a suffisamment éduqué les travailleurs à ne rien attendre de la lutte mais tout de sa perspective désormais explicitement pacifique, parlementaire, légaliste et constitutionnaliste, pour que la possibilité d'une victoire électorale de la gauche doive nécessairement être mise à profit.

Surtout maintenant qu'il est assuré d'une majorité absolue à l'Assemblée, le PS peut se permettre d'exiger du PC un accord sur son programme de gouvernement, et le PC est condamné à affirmer qu'il n'y a aucun obstacle d'aucune sorte et dans aucun domaine à la solidarité gouvernementale, afin de rejeter sur le PS la responsabilité d'une non-participation éventuelle au gouvernement Mauroy. C'est déjà une sacrée défaite politique, et, si d'aventure, la bourgeoisie jugeait nécessaire de lui donner quelques strapontins dès à présent, son aplatissement politique n'en serait encore que plus manifeste !

Pour l'extrême gauche soixante-huitarde, elle en était déjà arrivée en 1976 à faire de l'unité avec les appareils réformistes un principe de la lutte immédiate. A travers les campagnes électorales successives, les cantonales de 76, les municipales de 77 et législatives de 78, les ailes trotskyste et spontanéiste montraient déjà la victoire de la gauche comme une voie de passage obligatoire pour l'émancipation ouvrière. Une telle victoire devait débloquer la situation, et donc favoriser la lutte. On parlait de la constatation que l'unité des organisations

(Suite page 2.)

La faim et les armes

L'Institut international de recherches sur la paix (?) — le SIPRI — vient de publier son rapport annuel. Les dépenses militaires dans le monde se sont élevées en 1980 à 550 milliards de dollars (2.250 milliards de francs nouveaux, 225.000 milliards de centimes), soit 1 million de dollars (5 millions de francs) par minute. L'industrie d'armement occupe 400.000 savants et chercheurs dans le monde, soit 40 % du « capital-cerveaux » mondial !

C'est l'OTAN qui a la palme du militarisme : 43 % du total mondial, contre 23 % pour les pays du Pacte de Varsovie. Les pays du Tiers-Monde sont passés de 9 % en 1971 à 16 % aujourd'hui, et la Chine de 2,4 % en 1978 à 8,8 %. Le Japon a déjà le septième budget mondial pour les armements alors qu'il n'y consacre que 0,9 % de son PNB.

Au sein de l'OTAN, mis à part les Etats-Unis, c'est l'Allemagne qui dépense le plus pour les armements : 22 milliards de dollars (120 milliards de francs), suivie par la France (100 milliards de francs) et l'Angleterre (80 milliards de francs).

Enfin la course aux armements s'étend de plus en plus à l'espace : rien qu'en 1980 on a dénombré 103 lancements de satellites militaires. La terre, la mer, le ciel ne suffisent plus, la militarisation atteint l'espace.

Pendant ce temps le Tiers-Monde meurt de faim. Selon les statistiques officielles les moins alarmistes, un dixième de l'humanité,

(Suite page 2.)

Derrière les discours, l'État se blinde

Libération de détenus politiques, projet de suppression de la Cour de sûreté de l'Etat, des tribunaux militaires, de la loi anti-casseurs, de la loi Peyrefitte : l'Etat ne serait-il plus une trique aux mains de la classe dominante ?

Que l'Etat n'ait pas changé de nature le 10 mai, c'est l'évidence. Seul le comité d'affaires de la bourgeoisie a changé. Mitterrand a chassé Giscard, Mauroy a remplacé Barre, mais l'Etat bourgeois est resté en place. Armée, police, magistrature : rien n'a bougé. Même les préfets de l'« ancien régime » sont restés à leur poste, chargés qu'ils sont d'assurer la « continuité de l'Etat » et celle de la République.

Que cette domination se renforce, c'est tout aussi évident. En décidant la création de mille postes de gendarmes en plus du contingent de recrutement régulier de 1.000 gendarmes, et la création de mille nouveaux postes pour le ministère de la Justice, le nouveau pouvoir montre toute la sollicitude qu'il a pour les organes de répression. Selon Le Monde du 13 juin, « M. Charles Hernu, ministre de la Défense, pour manifester l'intérêt qu'il porte à la gendarmerie, a décidé :

1) d'appeler à son cabinet un capitaine de la gendarmerie pour compléter son bureau des aides de camp 2) d'élever prochainement au rang et à l'appellation de général de corps d'armée un général de division de la gendarmerie (ce qui ne s'est jamais passé dans l'histoire de l'arme depuis sa création il y a plus de huit siècles) ; 3) de confier à une commission, présidée par le général Mercier, inspecteur technique de la gendarmerie, une étude de refonte du règlement du service

intérieur de l'arme, qui n'avait pas été rénové depuis 1933. »

Ce n'est pas par hasard que le pouvoir porte un tel intérêt à la gendarmerie. Les CRS et autres forces de police relèvent de l'autorité civile, ne disposent que d'un armement léger, et servent surtout à contenir des luttes qui restent relativement peu violentes. La gendarmerie fait partie de l'armée, elle a déjà été considérablement renforcée en hommes et en matériel (blindés, artillerie légère, hélicoptères, etc.) et constitue la force de répression de choc face à des luttes plus sérieuses.

Pour ce qui concerne l'armée proprement dite on va aussi dans le sens d'un renforcement. La discipline doit être respectée, les comités de soldats seront dissous : l'armée doit rester le dernier rempart de l'ordre bourgeois.

Aussi les mesures « libérales » qui pourraient être prises à l'avenir ne doivent pas faire illusion : la suppression des tribunaux permanents des forces armées, par exemple, n'est évidemment envisagée qu'en temps de paix (c'est écrit en toutes lettres dans le Manifeste de Créteil du PS à la proposition n° 52) et, d'autre part, s'ils étaient supprimés les TFFA seraient remplacés par des « juridictions civiles spécialisées dépendant du ministère de la Justice » (Combat socialiste du 17 juin).

En réalité les quelques mesures qui ont été prises et celles qui pourraient l'être par le nouveau pouvoir ont précisément pour but d'essayer de masquer le fait que non seulement l'Etat n'a pas changé de nature, mais qu'il renforce son appareil de répression.

A Marseille, rapporte le Matin du 18 juin, un déserteur exilé depuis 1974, qui avait cru aux promesses (« Je suis revenu en France à la suite de la promesse de François Mitterrand d'abolir les juridictions d'exception. Je pense maintenant qu'on n'a plus le droit de m'inculper ») a été incorporé de force par le tribunal permanent des forces armées où il s'était présenté.

Mais il y a un autre moyen de renforcer l'Etat, c'est d'amener celui qui pourrait se révolter à s'identifier à cet Etat, d'amener l'opprimé à trouver normaux l'existence et le renforcement des organes d'oppression. D'où le soin que met le PS à réconcilier l'armée et la nation. Ainsi la célébration du 14 juillet prendra-t-elle cette année une ampleur « nationale et populaire ». Le défilé militaire n'aura pas lieu qu'à Paris : huit autres villes, les six sièges des régions militaires, comme par hasard, ainsi que Marseille (Defferre oblige) et Strasbourg — « cité symbole de la libération et de la renaissance de nos armes » — auront aussi un défilé militaire populaire.

Côté justice, il est beaucoup question de la suppression de la Cour de Sûreté de l'Etat, cette juridiction d'exception « dont l'existence a toujours été contestée par les véritables démocrates » comme dit Combat Socialiste. Et sait-on pourquoi cette juridiction a tou-

(Suite page 2.)

Le PC et les ex-gauchistes

(Suite de la première page)

reformistes provoque dans la masse des prolétaires un certain espoir, mais on oublie qu'il s'agit justement de l'espoir d'éviter la lutte directe, soit par la pression d'un front syndical, soit surtout grâce à celle d'un gouvernement de gauche.

C'est ainsi que la rupture de l'union de la gauche s'est accompagnée en 77 d'une crise profonde de ces courants, et il en sortit une campagne pour réclamer l'unité PC-PS (le PC étant présenté comme responsable de la rupture). A la même époque, le maoïsme lui aussi en pleine crise pouvait trouver dans l'antisoviétisme du PS un prétexte pour s'accrocher à ses basques.

Les élections de 81 se firent donc avec une extrême gauche alignée au grand complet sur l'idée que tout était conditionné par la victoire d'un gouvernement de gauche. Eh bien ce gouvernement de gauche existe, et la théorie du déblocage de la lutte a fait long feu! Non seulement ses partisans sont bien obligés de reconnaître aujourd'hui que la classe ouvrière accepte en général l'idée du calendrier et attend pour voir, mais encore ils acceptent eux-mêmes cette idée et se proposent de soutenir le gouvernement s'il va dans le bon sens! Surtout, ils tentent de convaincre le gouvernement PS de ne pas tomber dans le piège d'une « politique de droite »! Bref, le PS et le PC ont raison : on peut éviter la lutte de classe, pourvu qu'on aide le gouvernement à mener une bonne politique de gauche...

Chômage et temps de travail : continuité bourgeoise

L'« état de grâce » n'a évidemment pas diminué en France les chiffres du chômage. Malgré toutes les réformes pour faire baisser les chiffres officiels, ils s'élevèrent désormais à 1.800.000, confirmant les sombres prévisions d'il y a cinq ans, soit deux millions au moins de chômeurs réels. Et l'on attend, comme chaque année, 700.000 jeunes en septembre sur le marché du travail. La tendance ne va pas être modifiée par les contrats emploi-formation (sans effet, on le reconnaît aujourd'hui, sur les données de l'emploi); ni par les 50.000 emplois de fonctionnaires créés (dont une partie importante sera en réalité consacrée à l'intégration, retardée depuis des années, de personnels non titulaires).

Bien que seuls 1.300.000 de ces chômeurs recensés reçoivent une aide, dégressive et souvent dérisoire en fin de période, c'est assez pour que les caisses d'assurance-chômage soient quasiment vides. Alors, on parle de chercher d'« autres » ressources. Dans la poche des patrons, alors que ceux-ci expliquent carrément que licencier, même avec de grosses indemnités, c'est le meilleur investissement? Pas question! Ils poussent déjà des cris d'orfraie sur leurs charges insupportables, ces charges que le gouvernement vient d'alléger pour ceux qui emploient des smicards... Ristent les salariés — et malgré les « réserves » de Mme Lalumière, on voit reparaître le projet Barre de taxation des fonctionnaires — et l'Etat...

(qui contribue déjà pour le tiers), l'Etat, c'est-à-dire des fonds qui proviennent en grande partie de ces mêmes salariés, ou de la « consommation populaire » la plus modeste (avec la TVA). Evidemment, c'est un paradoxe toujours aussi étonnant pour ceux qui croient que l'économie capitaliste est une chose rationnelle, que de voir dépenser tant d'argent à empêcher les gens de travailler et de produire. Mais le fait est que l'argent n'est pas dépensé par les mêmes dans les deux cas. Les 2,76 % du salaire actuellement à la charge du patron sont largement compensés par la rentabilité des licenciements et l'accroissement de la productivité; les 0,84 % à la charge des salariés, plus la part des impôts utilisée pour compléter, ne sont compensés par rien pour les travailleurs éjectés par les lois du profit.

C'est bien pourquoi le patronat est aussi sourd qu'au temps des négociations Giraudet aux appels des syndicats à « partager le travail », en réduisant si peu que ce soit sa durée, comme aux lamentations de FO sur le coût de l'indemnisation et les risques que le chômage peut faire courir à la démocratie. Ce qui intéresse le patronat, c'est toujours de retourner ces propositions en nouveaux ballons d'oxygène pour le détenteur des capitaux, en obtenant des horaires variables dans l'année, donc des économies sur les heures supplémentaires, et les avantages du chômage partiel sans risque de heurts so-

ciaux. Le patronat a d'ailleurs trouvé dans le gouvernement Mauroy plus de continuité que de changement, puisque celui-ci envisage « une plus large utilisation des machines et des services » (Le Monde du 14-15 juin 1981) — ce que le patronat traduit immédiatement par développement du travail posté et du travail de nuit. Puisque aussi une compensation salariale intégrale lui paraît utopique, même si on donne aux patrons, avec un calendrier de cinq ans, tout loisir pour rattraper en intensité du travail ce qu'ils pourraient perdre en durée. Puisque enfin la négociation doit se faire par branches, et selon la situation dans chaque profession (ce qui laisse les plus mal lotis tout à fait démunis devant les exigences patronales). Les négociations sur les 35 heures devaient reprendre le 22 juin.

De la phase antérieure aux législatives, il ressort clairement que rien ne bougera vraiment sur ce point vital, où s'affrontent directement les intérêts de deux classes, si les travailleurs ne font pas entendre leur voix plus fermement que par les remontrances polies de bonzes syndicaux, promus conseillers économiques du gouvernement de gauche. La loi des 40 heures a été arrachée par les grèves de 1936. Auparavant, la loi de 1906 sur le repos hebdomadaire l'avait été par des semaines de grèves pour les 8 heures, qui furent enfin sanctionnées en 1919, sous la menace de nouvelles luttes.

Assez de gémissements complaisants sur les difficultés des patrons, et l'accroissement des charges qui pousse aux licenciements! Et les charges des familles ouvrières, contraintes de faire vivre quatre, cinq ou six personnes avec un salaire au SMIC, même enrichi de 5 % supplémentaires.

Si le capitalisme n'est pas capable de donner à tous du travail, qu'on lui arrache au moins de quoi manger : maintien du salaire aux licenciés victimes des fructueuses restructurations patronales, indemnité au moins égale au SMIC pour les demandeurs d'emploi que le système est incapable d'utiliser.

D'avance, en prévision des miettes qu'on pourrait leur soutenir, les patrons avisés donnent un tour de vis, augmentent les cadences et font la chasse aux temps morts. S'ils ne veulent pas être usés avant l'âge, s'ils veulent conserver du temps sinon pour « vivre plus », comme disent la CFDT et autres ministres du temps libre, du moins pour lutter et s'organiser, les ouvriers doivent se rebeller contre cette nouvelle attaque. Et à travers cette lutte au moins défensive, reprendre des forces et s'unir dans l'action pour exiger la réduction immédiate et généralisée du temps de travail, 35 heures, 7 heures par jour, sans diminution de salaire.

Les « mesures contre le chômage », exemple du bluff...

(Suite de la première page)

meurs ne baissera pas sensiblement et il est du devoir des travailleurs actifs de les défendre!

La « logique socialiste » ressemble comme deux gouttes d'eau à la logique capitaliste : le capitalisme fabrique des chômeurs parce qu'il exploite trop ceux qui travaillent, parce que les ressources, les techniques et les machines sont faites, dans les mains du capital, non pas pour réduire la fatigue du travailleur mais pour accroître le profit, que les entreprises soient privées ou publiques, les gouvernements de droite ou de gauche.

La « logique socialiste » ne combat pas le chômage parce qu'elle ne vise pas à liquider le capitalisme. Elle lutte contre les effets dangereux du chômage pour la domination bourgeoise, en cherchant à désamorcer la révolte qu'il peut provoquer. Pour cela, il faut diviser les tra-

vailleurs en choisissant les chômeurs : les femmes plutôt que les hommes par le biais des prestations familiales, les jeunes plutôt que les adultes sous prétexte de formation, les travailleurs immigrés plutôt que les travailleurs nationaux sous prétexte de « droit au retour », les ouvriers des autres pays plutôt que les travailleurs nationaux sous couleur de compétitivité de l'économie nationale.

Il faut surtout faire patienter la classe ouvrière en temps de crise, en lui faisant miroiter les avantages d'une reprise, qui, de toute façon, suit inévitablement la crise et qui ne découle nullement de la politique du gouvernement mais des lois chaotiques du capital. Il faut associer la classe ouvrière à la définition de cette soi-disant politique, pour qu'elle consente mieux aux sacrifices exigés par le capital. Il faut surtout que le répit momentané et relatif donné par la reprise ne

soit pas l'occasion d'une bataille de défense collective qui entraîne les prolétaires à la lutte et à l'organisation et les pousse en prenant conscience de leur force, à exiger davantage et à mettre en danger par conséquent les privilèges bourgeois.

L'attitude juste découle nécessairement de ce qui précède. Elle est exactement inverse : défense résolue des intérêts collectifs de classe par la lutte directe et ouverte contre la classe capitaliste, lutte pour les revendications tout de suite et lutte contre toutes les divisions! Refus de la « logique » de l'économie nationale et de l'austérité de gauche! La classe ouvrière n'a rien à défendre dans cette société qui vit sur son dos! Elle doit préparer les conditions de la destruction de cette « logique » par la dictature du prolétariat et la révolution communiste!

Derrière les discours, l'État se blinde

(Suite de la première page)

jours été contestée par les démocrates? Parce que dans les périodes normales il existe d'autres tribunaux pour punir les délits qui relèvent de la Cour de Sécurité de l'Etat : en 1979 le PS a déposé une proposition de loi pour abolir la Cour de Sécurité de l'Etat et « attribuer aux juridictions de droit commun la compétence précédemment dévolue à la Cour en matière de crimes et de délits politiques ». D'autre part comme la Constitution elle-même prévoit expressément l'instauration de l'état d'urgence, on pourra toujours, le moment venu, reconstituer une Cour de Sécurité de l'Etat parce que les circonstances

l'exigent. Pourquoi, en attendant, faire croire que l'Etat PS est un Etat policier? L'idéal des démocrates, c'est que le blindage de la démocratie ne soit pas trop visible.

En attendant de prendre cette mesure en trompe-l'œil, le nouveau pouvoir renforce l'appareil de répression judiciaire : le collectif budgétaire qui devrait être présenté devant l'Assemblée début juillet prévoit la création de mille emplois nouveaux (600 pour l'administration pénitentiaire, dont 420 surveillants et 300 pour l'Education surveillée) ainsi que des crédits supplémentaires (7 millions pour l'administration pénitentiaire, 2 pour l'éducation surveillée).

Enfin à l'égard de la police le nouveau

pouvoir n'a pas attendu longtemps pour témoigner de l'intérêt qu'il lui porte. Le nouveau ministre de l'Intérieur a adressé un message aux policiers pour leur rappeler qu'avec les socialistes au pouvoir le rétablissement de l'ordre exige encore l'emploi de la force, comme avant, et que le policier est d'abord « l'homme de la répression ». Le changement, c'est qu'on condamne les actes « racistes et brutaux » (mais comment rétablir l'ordre si on ne se fait pas la main sur les immigrés, les jeunes, les loubards ou même quelque « honnête citoyen »?) et qu'on insiste sur le travail de « protection et de prévention », qui lui-même exige un nombre accru de policiers... Le syndicat des policiers en tenue a senti tout de suite le parti qu'il pouvait tirer de la nouvelle situation. A son congrès de Besançon il a rappelé qu'il était précisément pour la « protection » et l'« aide » à la population, par le biais de l'ilotage, et favorable à l'ouverture de commissariats tant à Paris qu'en banlieue. « Ces décisions », écrit Le Monde du 15 juin, les syndicats entendent les voir adoptées dans les meilleurs délais ». Gageons qu'ils seront entendus. Dès maintenant en tout cas le ministre s'est engagé à doter la police en matériel supplémentaire : gilets pare-balles, revolvers modernes, radios émetteurs-récepteurs (Le Figaro du 11 juin).

Et de même qu'il souhaite faire de chaque citoyen un soldat, le PS souhaite en faire en même temps un flic. « Les citoyens, peut-on lire dans F. Mitterrand propose, rubrique Justice-Police, seront associés au fonctionnement des tribunaux : participation aux décisions (suivant le système de l'« échelonnage », ou magistrature municipale), et information large sur le déroulement des procédures ». Le but est de « rétablir un climat de confiance entre la police et la population ».

En 1921, le PC d'Italie voyait, à la lumière des événements d'Allemagne, de Hongrie, de Finlande, dans l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de gauche une déclaration de guerre au prolétariat. Certes ce n'est pas aujourd'hui la guerre civile, mais le renforcement de l'appareil de répression auquel on assiste déjà et qui est un des objectifs du PS, montre qu'il se prépare.

Le prolétariat doit se préparer aussi.

La faim et les armes

(Suite de la première page)

soit 450 millions de personnes, est « sous-alimentée ». Sur ces 450 millions, 200 millions sont des enfants de moins de 5 ans. 10 millions d'entre eux sont jugés dans un état inquiétant. On sait ce que cela veut dire.

Deux mille trois cents calories sont indispensables en moyenne par personne et par jour. Cela équivaut à 250 kg de céréales par année et par individu. La production annuelle actuelle est de 1.300 millions de tonnes. Ce qui veut dire que les récoltes actuelles sont suffisantes pour nourrir 6 milliards d'êtres humains. On voit bien, comme dit un récent rapport de l'ONU, qu'il s'agit essentiellement d'une question de répartition...

Le même rapport explique que 36 des 40 pays les plus pauvres du monde exportent de la nourriture vers les Etats-Unis et dans certains pays, « pourtant frappés par la malnutrition », c'est-à-dire où sévit la famine, la moitié des terres cultivables est plantée pour l'exportation. L'Afrique, le continent le plus atteint par la famine est, en même temps, exportateur de protéines vers l'Europe.

Enfin, selon certains experts, la technologie actuelle permettrait en fait de satisfaire les besoins alimentaires de 40 milliards d'hommes, c'est-à-dire quatre fois plus que le chiffre de la population mondiale prévu pour l'an 2110.

Ce que ne dit pas le rapport de l'ONU, c'est que seul le communisme peut régler des problèmes de cet ordre, et pas dans 130 ans. Tout de suite.

A nos lecteurs

Le prochain numéro du journal (n° 341) sortira le 16 juillet. Le numéro 342 sortira début septembre.

Une plus grande marge de manœuvre

Dans un entretien avec Le Monde (11 juin), M. Jobert répond à ceux qui s'interrogent sur le sens du remplacement de Giscard par Mitterrand. « M. Jobert estime, écrit ce journal, que le président de la République nouvellement élu dispose d'une « liberté exceptionnelle » et qu'il peut notamment, après les élections législatives, « nuancer sa majorité en fonction des circonstances et en fonction de la progression de sa politique ». Il considère d'autre part qu'une entrée tardive des communistes au gouvernement après une « période de probation », rendrait leur participation au pouvoir « moins discutable ».

Voilà qui est clair. Face aux difficultés qui s'annoncent, l'ancien président, et à plus forte raison Chirac, ne disposait pas d'une liberté de mouvement suffisante. Le système politique français était trop rigide. Des luttes sociales brutales risquaient de l'ébranler ou même de le casser. Avec Mitterrand, il a retrouvé une souplesse qui permet de mieux amortir les secousses. Il peut « se nuancer » selon la situation, céder un peu sous une poussée pour essayer de l'absorber, et reprendre ensuite le terrain perdu. Tout en restant le même, il peut « se modifier » selon les besoins du moment, s'élargir ou se rétrécir d'un côté ou de l'autre, englober tantôt les gaullistes, tantôt le PC, et même, s'il le faut, tout le monde à la fois.

Par cette relève, la bourgeoisie française se prépare donc à mieux résister aux tempêtes sociales qui se lèvent à l'horizon. Pour déjouer ses calculs, il ne suffit pas de compter sur la violence des antagonismes et des heurts sociaux déterminés par des facteurs objectifs. Il faut aussi préparer le prolétariat à échapper au piège que lui tend cette « gauche ». Il faut dénoncer le rôle véritable de ce gouvernement protéiforme qui peut s'étendre jusqu'à l'extrême gauche. Il faut combattre ceux qui le présentent comme un « allié » de la classe ouvrière et une « étape » sur la voie de la révolution. Il faut lier ce combat politique à un effort tenace pour renforcer et élargir les petits foyers de lutes et d'organisation indépendante du prolétariat qui se manifestent ici et là, pour aider les prolétaires à rejeter leurs illusions et à reconnaître où est leur ennemi.

C'est ce travail qu'il faut faire.

Le communisme et les classes moyennes

(Extrait du Manifeste du PCI - 1981)

Le capitalisme, c'est la concentration. Aussi remplace-t-il la petite production par la grande. Mais il le fait en projetant constamment dans la ruine et la misère la grande masse des petits producteurs, boutiquiers, artisans et paysans qu'il transforme en prolétaires.

Cependant, toutes ces couches qui sont des restes de modes de production dépassés n'ont pas une attitude unique et oscillent avec les rapports de forces entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Les réactions de la petite bourgeoisie marchande des villes à la misère s'accompagnent, davantage encore que dans la paysannerie, d'attitudes particulièrement réactionnaires dues à leur mode de production spécialement borné, et de possibilités de mobilisation contre-révolutionnaire que le prolétariat doit combattre non seulement par une attitude politique sans concessions, mais également en avançant à l'égard de ces couches des revendications qui visent à soulager effectivement leur misère provoquée par les crises et les guerres, et donc à les neutraliser.

Pour ce qui est de la paysannerie, le prolétariat des villes et des campagnes ne doit pas seulement soutenir dans les pays du Tiers-Monde la lutte contre les résidus des vieilles formes d'exploitation. Il doit aussi

un appui total à la lutte des paysans exploités contre la propriété foncière capitaliste, dont il vise la suppression.

Les communistes combattent l'idée que les masses paysannes pauvres pourraient améliorer leur sort en luttant pour l'augmentation du prix des produits agricoles ou le protectionnisme, et en s'alliant dans ce but avec le propriétaire foncier ou le capitaliste agraire ; ces mesures profitent avant tout à ces derniers et les renforcent au détriment des masses paysannes pauvres. Tout en combattant les illusions réactionnaires de ces couches, les communistes soutiennent l'organisation des paysans pauvres et sans terre sur le terrain de la lutte contre l'exploitation du propriétaire foncier, pour la suppression du métayage, pour la baisse des fermages et le renouvellement automatique des baux, contre les expropriations. Ils épaulent également leur lutte contre l'exploitation éhontée des trusts agro-alimentaires, même lorsqu'elle se pare de la forme coopérative, en liaison avec les prolétaires de ces industries.

Parallèlement à l'élimination des vieilles classes liées à la petite production, le capitalisme développe des catégories et des couches salariées, non productives, particulièrement nombreuses dans les pays impérialistes, où sont situés les centres vitaux du capitalisme mondial et de sa gestion, et où les phénomènes de parasitisme et de putréfaction sont poussés au paroxysme.

Ces couches intermédiaires sont loin d'être uniformes. Les plus basses, en particulier la population féminine employée dans les bureaux ou les grands magasins, plongent dans le prolétariat dont elles partagent déjà entièrement la vie et aussi de plus en plus les conditions de travail à la suite de la mécanisation et de l'automatisation des tâches. De l'autre côté, les couches les plus élevées, celles qui servent de gardes-chiourmes à l'exploitation capitaliste et celles qui possè-

dent une parcelle de savoir et de culture, sont attirées par la bourgeoisie dont elles singent les mœurs.

Entre les deux, se situe une sorte de marais social dont les membres sont attirés par l'exemple bourgeois, mais que la situation intolérable dans laquelle les précipitent les crises projette vers le pur prolétariat, qu'ils côtoient déjà dans l'entreprise comme à l'école, à la caserne ou dans les cités.

Situées au milieu de la société, c'est-à-dire entre les classes fondamentales dont elles redoutent l'affrontement, ces couches se font les champions des revendications interclassistes et donc démocratiques par excellence ; en vertu de cette position intermédiaire, elles réclament la direction des luttes pour ces revendications en prônant les méthodes dérisoires d'appel à la conscience libérale de la bourgeoisie. Fournissant la majeure partie des contingents étudiants, elles véhiculent toutes les illusions sur la culture et la formation professionnelle. Poussées à la défense du salaire et des conditions de travail, menacées par les restructurations et le chômage, elles participent à la lutte syndicale où elles apportent l'esprit de conciliation typiquement petit bourgeois et forment, en fusionnant souvent avec l'aristocratie ouvrière, le gros des troupes des bureaucraties collaborationnistes des syndicats et des partis soi-disant ouvriers.

Si là aussi le prolétariat peut espérer neutraliser certaines de ces couches et attirer à lui une partie d'entre elles dans la lutte contre le capitalisme, ce n'est pas seulement en les intéressant par des revendications qui les soulagent des effets destructeurs du capitalisme, c'est aussi en combattant pied à pied leurs aspirations réactionnaires, leurs prétentions démocratiques, et leur indécision catastrophique, et en faisant preuve à leur égard de la plus grande fermeté.

VIENT DE PARAITRE :

programme communiste

N° 86

- Mitterrand Président
- La Pologne, point névralgique de l'ordre impérialiste mondial
- Le cours de l'impérialisme mondial
- Les bases du militantisme communiste
- Le processus de formation des sections nationales de l'Internationale Communiste
- Les « trotskystes » contre Trotsky.

Pour la solidarité avec les emprisonnés de Blida

Nous appelons tous les militants, lecteurs et sympathisants à manifester leur solidarité active avec nos camarades et contacts frappés par la répression bourgeoise en Algérie en versant une souscription pour leur défense.

Chèques bancaires ou postaux à l'ordre de SAIRO avec mention Solidarité Algérie.

De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale

(Manifeste du Parti communiste international - 1981)

72 pages - Prix : 6 F

Nouvelles internationales

● Après le raid de Tamuz

L'attaque du centre nucléaire irakien de Tamuz par l'aviation israélienne vient rappeler que malgré toutes les déclarations hypocrites des instances internationales sur une « paix équitable » au Proche-Orient, cette région demeure le centre de tensions insurmontables dont les enjeux dépassent de loin les protagonistes directs.

Cet épisode de la tension israélo-arabe, qui n'est ni le premier ni le dernier, vient confirmer le fait que l'Etat pied-noir d'Israël n'est qu'un appendice social et politique des impérialismes occidentaux et qu'il agit de la sorte que dans la mesure où il a l'accord tacite de ces derniers. Ce fait lève en particulier le voile sur la soi-disant neutralité de l'impérialisme français au Proche-Orient. Disons-le tout net : Israël n'a pu se permettre de détruire le réacteur nucléaire irakien construit par des techniciens français que parce qu'il était sûr que les réactions de l'impérialisme français ne dépasseraient pas... une déclaration de regret hypocrite à l'usage des bourgeoisies arabes.

Si Mitterrand s'en est pris à Begin, tout comme Shimon Pérès, ce n'est nullement parce qu'il condamne le raid israélien en lui-même mais c'est d'abord parce que Begin a mis des considérations électorales au-dessus de la « confiance » et de l'« amitié » qu'Israël entretient avec Mitterrand, et surtout parce qu'Israël pourrait difficilement justifier son raid par une menace nucléaire immédiate de la part de l'Irak, étant donné que même des savants pro-israéliens reconnaissent qu'en l'état actuel des possibilités technologiques de l'Irak, celui-ci ne pourrait envisager la fabrication de la bombe qu'à la fin de ce siècle.

« Bien entendu, déclare Mitterrand au Washington Post, je comprendrais l'affaire autrement s'il était démontré qu'il y avait danger réel et proche pour Israël en raison d'un détournement éventuel par l'Irak de la technologie nucléaire à des fins militaires » (Le Monde du 18-6). On doit savoir qu'Israël dispose, lui, de la bombe atomique depuis dix ans, grâce à la France !

Il est clair qu'avec les « socialistes », l'impérialisme français rompt avec la phraseologie ambiguë de la période gaullienne et dévoile le principe de sa politique : « J'ai toujours placé, déclare Mitterrand, et je place toujours au premier rang de mes préoccupations la sécurité d'Israël » (Le Monde du 19-6-81). Et pour cause !

Le Moyen-Orient connaît aujourd'hui de nombreux gendarmes qui ont déjà les mains pleines du sang des exploités, et de candidats-gendarmes pour le compte de l'impérialisme dans toute la région. L'Irak a montré qu'il en est un en déclenchant la guerre de brigand contre l'Iran, et son aplatissement devant les Etats-Unis après le raid de Tamuz (il ne demande même pas de réparation à

Israël !) démontre sa servilité ! Mais, comme le confirme l'acte de piraterie de Begin, Israël reste le gendarme le plus efficace d'entre eux, car il est un bras direct de l'impérialisme dans la région.

Pour les prolétaires d'ici, c'est une raison de plus pour lutter contre leur propre impérialisme, s'ils veulent réaliser leur union avec les prolétaires et les masses exploitées du Proche-Orient !

● Renforcement de la dictature de Jaruzelski en Pologne

L'ordre établi international a vraiment un gouvernement de rêve en Pologne. Celui-ci a la bénédiction de l'Eglise, qui a eu droit en retour à toutes sortes de génuflexions lors de l'enterrement de Wyszynski. Il est de fait épaulé par l'opposition nationale-démocratique, qui a calmé les réactions ouvrières lors des événements de Bydgoszcz. Il est carrément pris en main par l'armée dont Jaruzelski est le chef. Il est présenté par Walesa comme le garant de l'application des accords de Gdansk contre les « durs » du parti, et du maintien de la paix civile en Pologne. Il bénéficie de la caution solidaire des banquiers et des Etats occidentaux qui voient en lui le gage du règlement de la dette de 27 milliards de dollars, et l'assurance de leur participation aux affaires polonaises. Il a droit à l'appui du tristement célèbre général Moczar, militariste, anti-sémite et pro-russe, qui revient discrètement sur la scène. Il est accepté, bien qu'avec scepticisme, par les Russes qui voient malgré tout en lui un rempart contre les tentatives centrifuges pro-occidentales et une carte pour éviter une intervention armée qu'ils redoutent.

C'est cette préoccupation qu'a rappelée sans douceur Brejnev au « camarade Kania » à la veille du Congrès du POUP. On prend un peu vite ici la victoire de la ligne Kania-Jaruzelski pour une « défaite » des Russes. Ces derniers ont du moins empêché que la conquête d'une certaine autonomie par la bourgeoisie polonaise ne s'accompagne de l'élimination des « durs » pro-russes de la direction du POUP.

Et que s'est empressé de faire Jaruzelski à l'issue du Congrès ? Rendre hommage à la milice, précisément mise en cause à Bydgoszcz en mars dernier. Comme quoi, lorsque la bourgeoisie polonaise parvient à gagner un peu d'autonomie par rapport à son puissant voisin, c'est bel et bien pour s'occuper en première personne du maintien de l'ordre chez elle !

Les prolétaires polonais sont en première ligne. Mais ils trouvent face à eux, pour le compte de l'ordre international, leur propre bourgeoisie !

● L'Iran dans la tourmente

L'Iran cruellement frappé par la chute de la production pétrolière, la crise internationale et la guerre contre l'Irak, se débat dans une catastrophe économique sans pareille. La guerre avec l'Irak devait, selon Bani Sadr, souder toutes les classes sociales autour de la République islamique de Khomeiny : elle n'y suffit apparemment pas.

Les sacrifices exigés au nom de l'Islam sont immenses. Récemment, le gouvernement a gelé le « salaire minimum ouvrier », le SMIC local, pour « freiner l'inflation et encourager les travailleurs à conserver leurs emplois en les décourageant d'émigrer vers les villes ». Cependant les luttes ouvrières ne manquent pas. Depuis le début de l'année, 27 grosses entreprises se sont mises en grève, malgré l'état de guerre : parmi les dernières grèves, celle de douze mille ouvriers de l'automobile et celle de dix mille conducteurs d'autobus. Récemment, une manifestation de femmes a eu lieu à Téhéran contre la destruction de logements.

On peut lire dans une lettre ouverte des Mujahedins à Khomeiny : « Nous n'avons plus l'autorisation de nous réunir et de nous exprimer [...]. Les prisons sont pleines [...]. Les massacres, les tortures se poursuivent [...]. On pile, on incendie les maisons de nos sympathisants [...]. Les universités restent fermées [...]. La répression, la cherté de la vie, le chômage deviennent insupportables [...]. Les milliards de dollars échoient à des créanciers corrompus de l'ancien régime ».

Une telle situation exige que l'Etat soit tenu d'une main ferme. Aussi la coalition disparate entre religieux et héritiers du mouvement libéral démocratique de Mossadegh a-t-elle fini par voler en éclats. La lutte ouverte s'est engagée entre factions pour donner à l'Etat une direction homogène et unique pour laquelle se porte candidat le PRI (Parti de la République Islamique) de l'ayatollah Berehti, appuyé sur les comités islamiques et les pasdarans, les soi-disant Gardiens de la Révolution.

Bani Sadr vient de faire les frais de la bataille : après que Khomeiny l'ait destitué du commandement des armées, le Parlement s'est prononcé sur l'« incapacité politique » de cet hérétique. La chasse aux sorcières est ouverte. Tout ce qui n'est pas intégriste est visé : non seulement les fedayins et les mujahedins, mais aussi les simples démocrates légalistes et même les libéraux à la Bazargan. Une manifestation de protestation contre la politique du « Parti de Dieu », c'est-à-dire le PRI, a été sauvagement réprimée : trente morts et deux cents blessés.

Seul le Toudéh est dans les bonnes grâces des ayatollahs, lui, le terrible représentant du « communisme athée », le démon en personne ! C'est que, malgré tout son appareil

et sa démagogie religieuse, le PRI a du mal à contrôler la classe ouvrière et a besoin pour cela du réseau organisationnel et de l'expérience du Toudéh, prêt à collaborer avec n'importe qui pour se faire pardonner son passé... en attendant de se faire jeter dehors comme un vulgaire domestique.

Les classes dirigeantes sont contraintes d'unifier leur direction contre les classes exploitées. Que la classe ouvrière en prenne de la graine pour sa propre lutte, pour son émancipation du capitalisme !

● Encore des émeutes et des grèves au Maroc

Nous avons signalé dans le numéro précédent de ce journal des émeutes à Casablanca et Berkane à la suite de l'annonce d'augmentations brutales des prix le vendredi 12 juin.

Le samedi 20 juin, une grève générale a paralysé les grandes villes du pays, à l'appel de la CDT, syndicat lié à l'USFP. En fin de journée, des heurts violents ont eu lieu entre des manifestants auxquels s'étaient joints des habitants des bidonvilles, et les forces de police et de gendarmerie dans plusieurs quartiers de Casablanca. Les affrontements auraient fait 200 morts et plusieurs centaines de blessés. Le dimanche matin, les forces de l'ordre ratissaient encore les quartiers ruineux.

Le nombre d'arrestations n'est pas connu. Mais selon les dirigeants de la CDT qui cherchent à mettre les responsabilités non sur le compte de l'Etat mais de « débordements » et de « mouvements de foule », des arrestations de militants auraient commencé dès le vendredi.

Notre entière solidarité va aux travailleurs marocains en lutte et en butte à la répression !

Nous publierons dans les jours qui viennent un supplément spécial d'el-oumami en solidarité avec les masses exploitées du Maroc.

● Nouvelle cible du FMI : les travailleurs tanzaniens

La liste des victimes du FMI est longue : la classe ouvrière d'Egypte, du Pérou, de Turquie, du Pakistan, de Yougoslavie, du Sénégal, du Maroc, etc. C'est désormais celle de Tanzanie qui est visée : « La Tanzanie a refusé un prêt du FMI parce que celui-ci posait comme condition une réduction salariale de 50 % », lit-on dans Socialisme n° 162 (revue du PS belge). Naturellement, la bourgeoisie locale a peur des réactions sociales à de telles mesures, comme en Egypte ou ces derniers jours au Maroc. Mais jusqu'à quand pourra-t-elle refuser ?

Le capitalisme ne vit que de la misère ouvrière. Il doit périr !

● **Le socialisme à Ford-Bordeaux**

A l'usine Bob Cat (qui fabrique des embrayages pour Ford), on produisait en novembre 1979 cinq cents pièces par machine, cinq cent quarante en novembre 1980, puis 600, et 660 en mai 1981, avec un seul ouvrier pour trois machines.

Evidemment, de tels gains de productivité ne se font pas seulement par des progrès technologiques, mais en exerçant une forte pression sur les travailleurs.

Pour eux la victoire de la gauche n'a rien changé. Par exemple, on attise une petite guerre entre la production et le contrôle : l'assemblage accélère la cadence pour faire voir que c'est le contrôle qui bloque, le contrôle répond en accélérant pour se défendre. Résultat : augmentation pour tous de l'intensité du travail et exploitation maximum... Un ouvrier qui a somméillé un moment la nuit est licencié pour faute grave. Un autre qui ne peut tenir le rythme en 2x8 pour raison de santé est muté en travail de nuit (excellent pour la santé, on le sait). Au lieu d'embaucher, on supprime des postes sur la chaîne et on répartit le surcroît sur un ou deux ouvriers. Tout cela depuis le 1^{er} juin.

Et il y en a qui demandent aux travailleurs de patienter pour la réduction de la durée du travail !

● **Immigration : comment lutter ?**

La fin de la lutte des foyers, qui a rassemblé au coude à coude des travailleurs de 24 nationalités, et l'échéance des accords franco-algériens, avaient amené l'année dernière plusieurs anciens délégués des foyers à constituer avec d'autres travailleurs, un **Comité pour la défense des droits des travailleurs algériens (CDDTA)**. Malgré le repli sur une seule nationalité favorisé par la stratégie de la bourgeoisie qui préfère s'attaquer aux travailleurs nationalité par nationalité pour éviter une réaction collective, plusieurs travailleurs combattifs se sont retrouvés dans ce Comité pour préparer une véritable riposte aux expulsions massives de travailleurs algériens.

Cependant la présence dans le Comité d'éléments du CTA-MTI (Comité de Travailleurs Algériens) qui sont plus des apprentis-démocrates flirtant avec la CFDT qu'autre chose, et l'ambiguïté des anciens délégués du Comité de Résidents de Saint-Denis en ce qui concerne leur attitude vis-à-vis du gouvernement algérien ont tout de suite posé des problèmes d'**orientation** et de **méthodes** de lutte : doit-on travailler en direction du gouvernement algérien en vue de le sensibiliser aux questions de l'immigration ou, au contraire, doit-on faire un travail à la base d'explication, de mobilisation et d'organisation des travailleurs pour qu'ils prennent en charge leurs revendications en ne comptant que sur leur union et la solidarité de leurs frères de classe de toutes les nationalités ?

C'est cette divergence de méthodes qui explique essentiellement la cassure qui a eu lieu dans le CDDTA. L'Association des travailleurs algériens (ATA) qui vient de se créer récemment n'est en réalité que la re-conduction de la tendance nationaliste et manœuvrière de l'ancien CDDTA encore aggravée par des génuflexions devant le PS. En effet, pour l'ATA, « **aujourd'hui, avec un gouvernement de gauche, de nouvelles perspectives sont créées pour l'ensemble des travailleurs immigrés et français** ». L'ATA entend faire aboutir ses actions « **dans la concertation avec les pouvoirs publics** ».

L'ATA n'entend pas organiser vraiment les travailleurs sur la base de leurs revendications pour les arracher par la lutte. Non. Elle se contente d'énumérer quelques revendications qu'elle souhaite voir satisfaire par des mesures du gouvernement « socialiste ». Dans la réalité elle ne s'adresse pas aux travailleurs, elle ne fait pas appel à leur instinct de lutte et de solidarité. Tout au plus, l'ATA serait intéressée à regrouper quelques dizaines de travailleurs pour se donner un « **certificat de représentativité** » qui lui permettra de mener à bien sa « **concertation avec les pouvoirs publics** ».

Ce n'est pas en suivant cette voie que les travailleurs pourront se défendre contre les attaques de la bourgeoisie et les discriminations dont ils sont l'objet. Les initiatives d'organisation des travailleurs que nous encourageons doivent partir du besoin de défendre les revendications par la lutte et d'avancer de façon indépendante pour ne pas

tomber dans le piège des faux cadeaux et des marchandages qui démobilisent et écœurent les travailleurs combattifs.

● **Agitation pour la libération des détenus**

Il devient évident que les promesses du PS concernant une amnistie ont éveillé chez certains militants un regain de combativité pour arracher la libération de tous les détenus politiques et sociaux.

Un meeting organisé le 13 juin à Paris a regroupé 300 personnes pour réclamer une telle libération et débattre des moyens et des perspectives de lutte, ainsi que de la perspective d'organiser une solidarité à long terme avec les prisonniers.

Dès le lendemain, le siège du journal **Le Matin** était occupé pour rappeler le refus de faire le tri entre les amnistiables et les non-amnistiables et pour dénoncer la lourdeur du verdict en appel contre les jeunes qui ont frappé le bar raciste Polly Maggoo (peine confirmée moins six mois).

Quelques jours plus tard, ce fut au tour du siège du PS à Toulouse de se voir occuper pour réclamer la libération de tous les détenus.

Sans oublier la lutte de 80 détenus de Fresnes partis en grève de la faim le 12 juin et qui, faute d'un soutien extérieur suffisant, ont dû s'arrêter le 17. Malgré l'arrêt de la grève, les revendications des prisonniers demeurent :

- démolition des QHS (quartiers de haute sécurité), QSR (quartiers de sécurité renforcée), etc.,
- établissement sans discrimination des permissions de sorties,
- amnistie de TOUS les détenus, avec application à TOUS d'une remise de peine proportionnelle à la condamnation,
- suppression de l'isolement et des tabasages,
- aménagement de parloirs familiaux,
- abolition de la loi Peyrefitte,
- droit à la formation professionnelle sans discrimination,
- rétablissement de la deuxième douche hebdomadaire,
- application des règles d'hygiène élémentaires.

La réaction de la bourgeoisie a consisté à déporter J.-M. Rouillan et un autre détenu à Evreux et Auxerre.

Nous ne doutons pas que, malgré la pause dans la lutte, les conditions bestiales de détention pousseront inévitablement les détenus à se révolter.

La bourgeoisie cherche aujourd'hui à éviter des incidents dans les prisons. En effet, le fait que la grève ait éclaté à Fresnes, prison habituellement en retrait à cause de l'isolement extrême, montre la volonté de révolte d'un grand nombre de détenus.

L'inquiétude des bourgeois, et leur volonté d'isoler les éléments les plus combattifs du reste doit inviter les militants et prolétaires qui sentent le besoin de la solidarité, à riposter à cette volonté d'isolement et à appeler les prolétaires les plus combattifs à se solidariser et se mobiliser pour la libération de tous les prisonniers politiques et sociaux.

Cette revendication permet l'unification des différentes catégories de prisonniers.

Prisonniers politiques : reconnus comme tels ou non, car il reste en prison de nombreux militants qui sont emprisonnés pour des actes de révolte contre l'oppression et qui sont poursuivis selon une procédure de droit commun (Polly Maggoo par exemple).

Prisonniers sociaux : nous entendons par là la masse des prolétaires détenus pour des actes de nécessité et de révolte contre la misère. De fait, la criminalité blanche, style notaires marrons, et le milieu, qui peut éventuellement fournir une véritable milice liée et vendue à la bourgeoisie, se trouvent en dehors du combat du prolétariat, et sont ses ennemis.

Il s'agit pour les communistes de refuser et le principe des bourgeois qui criminalisent la lutte politique, et le principe qui voit dans tout détenu un prisonnier politique. Le besoin est d'étendre la lutte des éléments les plus combattifs et les plus résolus à l'ensemble des prolétaires détenus à l'extérieur comme à l'intérieur.

**Soutenez le développement de la Presse du Parti
Souscrivez !**

Le Parti

● **Intervention dans les Postes (CTA-Créteil)**

Au centre de tri de Créteil, les travailleurs ont fêté à leur manière la victoire de la gauche en reprenant l'habitude des AG sur le temps de travail. La direction a sanctionné des militants, mais les travailleurs ont fait lever la sanction par une première grève fin mai. La grève est repartie à la mi-juin, sur des questions d'effectifs et contre les sanctions. Voici de larges extraits du tract distribué par notre parti à cette occasion.

La grève du 11 au 16 juin s'est soldée par l'échec de la provocation ourdie par le directeur d'établissement et l'administration.

Cela faisait plusieurs mois que ces derniers cherchaient toutes les occasions d'enfoncer toujours plus les travailleurs sous le mépris, la discipline de caserne, les provocations revanchardes.

Rappelons-nous tout récemment encore la grève en brigade B qui s'est déclenchée contre les sanctions frappant deux camarades dont l'administration veut la peau pour des motifs politiques et syndicaux.

Cette situation n'est d'ailleurs pas spécifique à Créteil puisque ces derniers jours de nombreux centres et bureaux dont les travailleurs sont combattifs ont connu les mêmes provocations patronales : suppressions massives d'effectifs ou répression délirante (Rouen CTA, Toulouse Gare, Agen CTA, Paris 18, Issy-les-Moulineaux).

Le déroulement de notre grève à Créteil a confirmé que les travailleurs de ce centre continuent de témoigner à la fois d'une grande fermeté et d'une puissante maturité pour la défense de leurs intérêts de classe.

Nous avons su à la fois répondre par la grève immédiate à la provocation patronale et déjouer les pièges tendus par une CGT en mal de représentativité.

La volonté de provocation de l'administration et des directeurs départemental et régional s'est confirmée tout au long du conflit, par exemple quand ils ont refusé, au prix de mensonges délibérés, d'appliquer les consignes du ministère sur le maintien des 12 PT transbordement après minuit (le lundi 15 juin). Ou encore quand le chef de centre refusa de confirmer aux travailleurs AGR l'existence d'un téléx ministériel annulant les dispositions précédentes sur les sanctions frappant ces camarades en cas de grève sans préavis.

Le résultat de la grève (maintien des 12 PT au transbordement toute la nuit) est un

échec cinglant qu'ont infligé les travailleurs aux matamores qui prétendent diriger le centre.

Ces hauts fonctionnaires qui, de la centrale au niveau local, veulent sauver leur place ou la monnayer avec le nouveau ministre « socialiste », jouent avec nos salaires et notre peau, en montant artificiellement des conflits au cours desquels ils espèrent prouver au nouveau ministre leur « poids » ou leur savoir-faire. A Créteil, nous n'avons pas été dupes et notre grève massive, intransigeante et profondément unitaire, a été, au détriment des patrons provocateurs, une occasion de réaffirmer avec plus d'éclat notre force et notre unité déjà bien reconstruites lors de la grève du 3 février dernier contre la sanction visant le secrétaire de la CFDT.

Il faut maintenant profiter de ce rapport de force favorable pour préparer les nouvelles luttes et les nouvelles grèves qu'il faudra entreprendre pour défendre les revendications en suspens :

- les AG en salle de tri,
- l'abrogation définitive de la circulaire Capelle,
- les effectifs dans le cadre du nouveau règlement intérieur,
- la diminution du temps de travail (35 h en jour, 30 h en nuit),
- les 3.800 F minimum.

La grande victoire dans cette grève, outre la satisfaction de la revendication sur le transbo, a été une fois encore de sauvegarder et d'amplifier l'unité de lutte des travailleurs. Cette unité, qui va nous être très précieuse dans les mois qui viennent, nous avons su la forger en affrontant la boîte de façon directe et collective : grève sans préavis, AG de grévistes souveraines, piquets d'information, suivi collectif des négociations.

Cette grève, enfin, aura permis de voir la continuité d'attitude des forces politiques et syndicales.

(On montre comment le jusqu'au-boutisme apparent de la CGT était une feinte pour dédouaner une section très compromise à Créteil, et comment aucune fédération syndicale n'a fait le lien avec d'autres grèves, et on conclut.)

Pour l'avenir, même immédiat, nous ne devons avoir aucune illusion sur un éventuel accueil favorable du PS quant à nos revendications. La situation sera d'autant plus dure que les fédés syndicales, partenaires de la « majorité présidentielle », feront tout pour stériliser et limiter l'ampleur des luttes et des grèves qui ne manqueront pas d'éclater.

Notre seule ligne de conduite ne peut être que de sauvegarder notre indépendance de classe, notre liberté de mouvement, et d'œuvrer à l'organisation des travailleurs sur la base unique de nos intérêts spécifiques, en préparant fermement et longtemps à l'avance nos luttes à venir, en tissant des liens de lutte et de solidarité entre tous les centres et bureaux, en faisant circuler l'information sur les réactions ouvrières à l'austérité capitaliste que le PS va poursuivre en la masquant sous des boniments et des pétales de rose.

● **Nouvelles publications**

— La situation politique en Algérie et les tâches des révolutionnaires

C'est le titre de la dernière brochure dans la série des Cahiers d'el-oumami en langue française. Elle reprend d'abord l'évolution de la situation politique en Algérie depuis l'indépendance pour analyser le jeu actuel de la bourgeoisie. Elle trace ensuite les exigences de la lutte prolétarienne et la tâche des communistes révolutionnaires dans les différents domaines.

Cette brochure n'est pas seulement un outil de lutte pour les camarades algériens. Tous les militants et prolétaires combattifs peuvent y trouver des armes pour comprendre mieux les conditions de lutte en Algérie, où le mouvement social prend de l'essor (40 p., prix : 5 F).

— Publications en langue italienne

L'édition du Manifeste international du Parti (De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale) est désormais disponible en langue italienne. Nos camarades viennent d'éditer également dans la série des Textes du parti une brochure intitulée Les leçons des contre-révolutions qui contient, outre le texte repris dans le titre, l'Appel pour la réorganisation internationale du mouvement (le manifeste : 8 F, les leçons : 10 F, commandes au « Prolétaire »).

SOUSCRIPTION PERMANENTE LISTE N° 12

Un abonné : 10 F ; Angers : 208,50 F ; Bordeaux : 67 F ; Réunion publique Grenoble : 102 F ; Toulouse : 9 F.
« Solidarité Algérie » : Lyon : 93 F ; Strasbourg : 200 F ; Paris : 15 F.
TOTAL 704,50 F
TOTAL PRECEDENT 83.189,50 F
TOTAL GENERAL 83.894,00 F

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● A Bruxelles : le 2^e lundi de chaque mois, de 19 h 30 à 21 h 30, Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles (la permanence, suspendue en juillet et en août, reprendra en septembre).

EN FRANCE

● A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc (la permanence, suspendue du 18 juillet au 22 août, reprendra le 29 août).

● A Caen : vente au marché Saint-Pierre de 10 h 30 à 11 h 30, le premier et le troisième dimanche de chaque mois.

● Grenoble : vente au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, dimanche tous les quinze jours, soit les 5 et 19 juillet, etc.

● Au Havre : vente au marché d'Harfleur le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois.

● Au Mans : vente sur le marché de Pontlieu, le 2^e dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30.

● A Laval : vente sur le marché de la Cathédrale le 1^{er} samedi de chaque mois, de 10 h 30 à 12 h.

● A Lille : tous les mercredis de 18 h à 19 h 30, 27, rue Adolphe.

● A Lyon : 17, rue René Leynaud, Lyon 1^{er}, dans la cour, 2^e porte à gauche, de 14 h à 16 h, les samedis 4 et 18 juillet (la permanence reprendra le samedi 29 août).

● A Nantes : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Tallensac, de 10 h 30 à 11 h 30.

● A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012, Le samedi, de 15 h à 18 h, et le mercredi de 18 h 30 à 20 h 30 (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

● A Roubaix : vente au marché (face à la poste) de 11 h à 12 h, le 3^e dimanche de chaque mois.

● A Strasbourg : vente au marché de Neudorf, place du marché, de 9 h à 10 h, le 1^{er} et le 3^e samedi du mois.

● A Toulouse : vente au marché Saint-Sernin, dimanche tous les quinze jours, de 11 h à 12 h, soit les 5 et 19 juillet, etc.

● A Valence : vente le dimanche tous les quinze jours de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourglès-Valence, place de la Liberté, soit les 5 et 19 juillet, etc.

EN SUISSE

● A Lausanne : tous les samedis de 10 h à 12 h, 12, rue du Pont, atelier au Rez sup.

CORRESPONDANCE POUR LA BELGIQUE
J.A. BP 199
1060 BRUXELLES 6

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE
Editions Programme, 12, rue du Pont,
1003 LAUSANNE

Directeur-gérant SARO
Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton - 75012 PARIS
Distribué par les NMPP
No d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52928